



RAPPORT ANNUEL 2016

SeCoDév
servicecoopérationdéveloppement

SOMMAIRE

02	Édito
03	Portrait de SeCoDév
05	Stratégie 2016-2023
06	Plan d'Action 2016-2019
09	Distribution sectorielle
11	Distribution géographique
13	Partenaires terrain
14	DOMAINES PRIORITAIRES
14	Souveraineté alimentaire
17	Éducation et formation
19	DOMAINES TRANSVERSAUX
19	Égalité des genres
20	Protection de l'environnement
21	Renforcement institutionnel
22	DOMAINE COMPLÉMENTAIRE "RÉSILIENCE"
22	Eau, hygiène, santé et nutrition
23	COMPTES 2016
23	Comptes de résultats et de bilan
24	Rapport de l'organe de révision
25	Composition des instances
26	Remerciements

ÉDITO

NOUVEL ÉLAN DANS LA CONTINUITÉ

Si l'année 2015 aura été une importante année de transition pour le Service Coopération au Développement (SeCoDév), l'année 2016 a été placée sous le signe du renouvellement dans la continuité. Entre l'adoption de notre stratégie de développement 2016-2023, le démarrage du Plan d'Action 2016-2019 et l'ouverture d'une nouvelle région prioritaire au Laos, l'équipe a œuvré sur de multiples fronts.

SeCoDév a également conforté son identité juridique d'association de droit suisse reconnue d'utilité publique. Ancien service de Caritas Genève devenu une entité indépendante à fin 2014, notre association poursuit aujourd'hui sa mission de développement de façon autonome, tout en restant fidèle à ses valeurs fondatrices. SeCoDév maintient d'ailleurs des liens étroits avec la famille Caritas avec laquelle elle collabore régulièrement, que ce soit au travers de mandats de développement, des partenariats terrain ou d'un volet d'insertion professionnelle en formant des futurs apprenti-e-s.

UN NOUVEAU CADRE DE RÉFÉRENCE MONDIAL

Le nouveau cadre de développement international ratifié fin 2015 par les États membres des Nations Unies pour faire suite aux Objectifs du Millénaire est en passe de s'imposer auprès d'une multitude d'acteurs. En effet, malgré qu'ils soient le fruit de compromis –donc perfectibles–, les 17 objectifs de développement durable (ODD), fixés par l'ONU en concertation avec les ONG et la société civile, s'appliquent désormais à toutes les nations du monde et prennent en compte l'ensemble des dimensions du développement humain. C'est en toute logique que l'action de SeCoDév s'inscrit dans ce nouvel agenda de développement mondial.

UNE NOUVELLE STRATÉGIE POUR DE NOUVEAUX ENGAGEMENTS

Ces facteurs de changements, importants pour notre entité, nous ont motivé à redéfinir notre stratégie initiée sous l'égide de Caritas Genève en début de décennie. Ainsi, notre nouvelle stratégie 2016-2023 précise nos orientations et engagements, en soulignant la correspondance de nos domaines d'intervention et de nos actions avec les ODD. Par ailleurs, à partir de 2016, SeCoDév relève systématiquement la contribution de chaque projet à la réalisation des ODD.

TENIR COMPTE DU PASSÉ

Amorcer le virage de 2016 n'aurait pas non plus été possible sans avoir réalisé au préalable un bilan du 1^{er} Plan d'Action (PA) finalisé fin 2015. L'achèvement de ce dernier a

débouché sur l'évaluation de l'ensemble des projets soutenus dans ce cadre, des outils de gestion et processus associatifs. Le fruit de ce travail a apporté les éléments essentiels pour fixer le cadre de mise en œuvre du nouveau Plan d'Action 2016-2019. Le bilan du premier PA s'étant également avéré positif pour nos partenaires du Sud, SeCoDév a reconduit l'ensemble de ses partenariats, à une exception près, pour la période 2016-2019.

LA FORCE DU COLLECTIF

SeCoDév conçoit une action efficace en faveur du développement durable grâce à la mobilisation complémentaire de différents acteurs et d'un intense travail de réseau tant dans les pays du Nord que sur le terrain. Un travail de sensibilisation et de plaidoyer accompagne et renforce notre démarche, ce qui se traduit par la participation à des événements publics et à des plateformes thématiques où s'échangent informations et bonnes pratiques. Le travail fructueux mené au sein de la Plateforme souveraineté alimentaire de la Fédération genevoise de coopération a par ailleurs permis à SeCoDév de signer sa première publication collective avec ses autres membres (p. 16).

UNE STRUCTURE RENFORCÉE

Les événements majeurs représentés par l'autonomisation de notre structure et le démarrage d'un nouveau Plan d'Action ont contribué à la révision de certaines procédures de SeCoDév. Notre équipe en ressort renforcée et dotée de nouveaux outils, aux rangs desquels on peut citer la nouvelle stratégie genre et celle relative à la recherche de fonds. La tâche entamée sous ces nouveaux auspices s'inscrit dans la continuité avec celle débutée au sein de la famille Caritas. Elle comprend son lot de défis comme celui de la diversification des sources de financement et la constitution d'une base de donateurs et de soutiens propres à SeCoDév. C'est avec confiance et conviction dans la pertinence de notre action que nous les relevons et faisons cap vers l'avenir.



Niels BOHR
Secrétaire Général





Paysanne congolaise présentant en réunion les avancées réalisées dans le cadre d'un projet soutenu par SeCoDév, Plateau de Bateke, RDC

SeCoDév a plus de 50 ans d'expériences fructueuses à son actif dans le domaine de la coopération au développement. Son action débute modestement en 1966, au sein de Caritas Genève, sous le nom de «Service Tiers Monde». Le service oriente son action vers le soutien à des projets de solidarité dans les pays en développement et rejoint la Fédération genevoise de coopération (FGC), à peine une année après sa création.

Au fil des années et des réalisations –plus de 650 projets menés à ce jour–, le service s'agrandit et se structure jusqu'à devenir une entité indépendante, apolitique et aconfessionnelle en décembre 2014 (voir encadré).

Aujourd'hui, SeCoDév s'est doté d'une nouvelle stratégie à échéance 2023 et fonctionne en mode «Plan d'Action» – un programme quadriennal regroupant actuellement une vingtaine de projets de différentes tailles par an – grâce au soutien de fonds publics, de la confiance de la FGC, de Caritas Genève, de l'ECR et d'autres bailleurs. L'association réalise sa mission grâce au concours d'une équipe composée d'une dizaine de personnes aux statuts différents (salarié-e-s, stagiaires, apprenti-e-s et bénévoles), secondées par une commission de projets et un comité, ainsi que tout un réseau de partenaires

de terrain: coordinateurs régionaux, ONG, Caritas régionales, groupements de la société civile, etc.

UN OBJECTIF INCHANGÉ

Si SeCoDév a affiné son approche du développement et ses priorités, l'association reste fidèle à son objectif initial d'améliorer durablement les conditions d'existence des populations vulnérables du Sud. Aujourd'hui comme hier, SeCoDév reste convaincu que les changements nécessaires à la réalisation de cet objectif peuvent être réalisés par les communautés concernées, pour autant qu'on leur en donne les moyens et qu'on les accompagne sur ce chemin. C'est pourquoi, SeCoDév a choisi la voie du développement auto-promotionnel qui repose sur la pleine participation des populations concernées, le soutien de leurs potentialités, l'appui aux initiatives locales et l'autonomisation des bénéficiaires.

DÉMARCHE, VALEURS, VISION

Dans sa démarche de développement, l'association est guidée par des valeurs de solidarité avec les plus vulnérables, de respect des droits humains, des cultures et des croyances. Son travail repose sur la transparence de ses procédures, la rigueur de sa gestion et la responsabilité conjointe avec les organisations partenaires actives sur le terrain. SeCoDév soutient sur le moyen et le long terme des partenaires fiables,

désireux de stimuler l'autonomie des populations défavorisées.

ORIENTATIONS THÉMATIQUES

SeCoDév inscrit sa démarche en cohérence avec le nouveau cadre de développement mondial fixé par les objectifs de développement durable (ODD). Par ses choix thématiques, SeCoDév contribue particulièrement à la réalisation des ODD de lutte contre la pauvreté et la faim, d'accès à une éducation et une formation professionnelle de qualité et de promotion d'une insertion socio-économique des populations. En effet, la souveraineté alimentaire, le développement rural et les activités génératrices de revenus constituent le cœur thématique de ses engagements, avec l'éducation et la formation. L'égalité des genres, la protection de l'environnement et le renforcement institutionnel sont des domaines transversaux à l'ensemble des projets, alors que les projets liés à l'eau, l'hygiène, la santé et la nutrition viennent compléter ponctuellement nos actions sous l'appellation «Résilience».

PHILOSOPHIE DE PARTENARIAT

L'intervention de SeCoDév dans un projet ne se cantonne pas à un soutien financier: c'est un véritable partenariat qui se noue avec les associations accompagnées présentes sur le terrain. Celui-ci se base sur un dialogue et une réflexion commune sur les meilleures façons d'atteindre ensemble les objectifs de développement identifiés. SeCoDév met un point d'honneur à accompagner ses partenaires dès les premières étapes de la formulation du projet et s'engage en faveur de leur renforcement institutionnel, gage de leur autonomie future. Enfin et surtout, SeCoDév encourage la création de synergies et le partage des savoirs entre ses partenaires de terrain, ceci en favorisant la mise en commun des connaissances et l'échange d'expériences dans des régions géographiques proches, ou sur des thématiques communes. Ainsi, SeCoDév est un partenaire apprécié des différents acteurs de développement locaux avec lesquels l'association noue d'étroites collaborations sur la durée.

UNE ASSOCIATION SOCIALEMENT RESPONSABLE

Dans les locaux de son siège genevois, notre association contribue à la formation des personnes en recherche d'emploi participant au programme Syni de la Ville de Lausanne ainsi que des étudiant-e-s en coopération au développement. De plus, SeCoDév encadre des apprenti-e-s en participant au projet de réinsertion Voie 2 de Caritas Genève.

HISTORIQUE DE SECODÉV - SERVICE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

1966 – Création du Service «Tiers Monde» (TM) de Caritas Genève, nommé aussi «Caritas-Tiers Monde».

1967 – Caritas-TM adhère à la Fédération genevoise de coopération (FGC). Le Service soutient des projets de développement, –microprojets–, au profit de petites communautés.

1972 – Caritas-TM s'entoure d'un groupe de professionnels actifs dans le domaine de l'aide au développement.

1982 – Création de la Commission Tiers Monde qui institutionnalise le groupe de travail.

1988 – La Commission TM soumet directement ses propres projets à la FGC, tout en gardant des microprojets comme point central de son activité.

2006 – Le Service TM bénéficie de dons privés exceptionnels qui lui permettent d'augmenter le nombre de projets sous gestion.

2010 – Le Service TM change de nom pour devenir le Service Coopération au Développement (SeCoDév).

2012 – Premier Plan d'Action de SeCoDév financé par la FGC.

2015 – SeCoDév devient une association indépendante de Caritas Genève, tout en gardant des liens étroits cette dernière.

2016 – Adoption de la Stratégie et des engagements à 2023 de SeCoDév et démarrage d'un nouveau Plan d'Action en tant qu'entité autonome.



Pour relever les défis de développement auxquels notre association est confrontée, SeCoDév a défini et adopté, début 2016, une nouvelle stratégie capitalisant les acquis de celle initiée il y a une dizaine d'années sous l'égide de Caritas Genève et des nouvelles orientations initiées sous le précédent Plan d'Action 2012-2015.

La stratégie 2016-2023 intègre 9 nouveaux engagements en concordance avec les objectifs de développement durable (ODD) fixés par l'ONU. Elle recentre les domaines d'intervention de SeCoDév sur les deux axes principaux que sont la souveraineté alimentaire et l'éducation et la formation, en les complétant par trois domaines transversaux, à savoir: 1) l'égalité entre les genres (voir p. 19), 2) la protection de l'environnement et le changement climatique (voir p. 20), 3) le renforcement institutionnel (voir p. 21), et le domaine complémentaire «Résilience» regroupant l'eau, l'hygiène, la santé et la nutrition (voir p. 22).

PAYS ET PROJETS PRIORITAIRES

La stratégie de SeCoDév se déploie dans six pays prioritaires (le Cameroun, le Laos, le Mali, le Pérou, la RDC et le Rwanda) et concentre l'essentiel de ses activités dans des grands projets pluriannuels. Elle confirme la pertinence du soutien à des micro et méso-projets, à plus court terme –y compris dans des pays non prioritaires–, selon leur adéquation avec les domaines et critères d'intervention de l'association, aux critères du label FGC, à leurs effets multiplicateurs ou innovants, tout comme leur potentiel à évoluer vers des projets de plus grande envergure.

ÉVALUER ET CAPITALISER

SeCoDév a renforcé ses critères et pratiques d'évaluation, en cours de réalisation et au terme des projets, gages de transparence et de confiance partagées entre partenaires de terrain, partenaires financiers publics et privés, et populations bénéficiaires. Sa stratégie d'évaluation, basée sur l'appréciation objective du projet à ses différents stades, vise la capitalisation des savoirs pour tirer et intégrer les leçons de l'expérience tant pour les bénéficiaires que pour les associations partenaires de SeCoDév qui les soutiennent.

Pour les grands projets, les évaluations internes à mi-parcours sont suivies dans la dernière année d'intervention d'audits externes menés par des experts indépendants. Une démarche qui contribue à aider

nos partenaires à affiner leur évaluation et à gagner en autonomie technique par une capitalisation des savoirs. A terme, cette démarche prépare le désengagement progressif de SeCoDév avec les partenaires devenus autonomes sur le plan technique et financier.



Femmes Dogons se rendant à leurs parcelles, Bandiagara, Mali

Il y a cinq ans, SeCoDév a opté pour une gestion de ses projet de développement par programme quadriennal. Un choix stratégique audacieux qui a entraîné des ajustements de pratiques conséquents. Les résultats de la première année du Plan d'Action 2016-2019 confirment le saut qualitatif qu'a représenté ce changement d'approche pour notre association, ses partenaires ainsi que les bénéficiaires finaux. Tous bénéficient d'un suivi sur le long terme et d'une meilleure planification des activités menées sur le terrain.

En 2016, SeCoDév a ainsi accompagné 11 grands projets sur trois continents (Afrique, Amérique du Sud et Asie), soit un pays et un continent de plus qu'auparavant grâce à l'ouverture d'une nouvelle région d'intervention prioritaire au Laos. Ces projets, bien que divers, présentent une bonne complémentarité dans leurs approches. C'est sur les résultats des évaluations externes menées sur l'ensemble des projets réalisés entre 2012 et 2015, et les recommandations émises par la Fédération genevoise de coopération, que des ajustements ont été réalisés dans l'approche du Plan d'Action 2016-2019 et dans la formulation de ses nouvelles procédures.

Ainsi, pour cette nouvelle période, SeCoDév a recentré ses domaines d'intervention prioritaires sur la souveraineté alimentaire et l'éducation et formation, en rapprochement avec les ODD tant au niveau des objectifs que des indicateurs de résultats. L'environnement, l'égalité des genres, le renforcement institutionnel représentent des domaines transversaux, sans oublier l'eau, la santé, l'hygiène et la nutrition qui sont regroupés dans un domaine complémentaire intitulé Résilience.

CONTRIBUTION AUX ODD

L'ensemble des projets soutenus contribuent aux objectifs d'éradication de la pauvreté (ODD 1), d'éradication des inégalités (ODD 5), de partenariats (ODD 17) et de justice et paix (ODD 16). Ces objectifs touchent 90% des bénéficiaires directs des projets. Un deuxième groupe d'ODD auxquels SeCoDév contribue significativement, avec 80% des bénéficiaires concernés, regroupe la lutte contre le changement climatique (ODD 13), l'accès à des emplois décents (ODD 8) et la consommation responsable (ODD 12). La mesure de la contribution des projets aux ODD est une première pour SeCoDév qui affinera son approche au cours du PA 2016-2019.

UN ACCOMPAGNEMENT AU LONG COURS

Pour les projets bénéficiant d'un deuxième cycle de quatre ans, le travail sur le renforcement des compétences des partenaires et des bénéficiaires s'est vu renforcé. En effet, au cours du PA précédent, grâce à l'accompagnement sur la durée des partenaires, des besoins en formations ou en renforcement institutionnel ont pu être identifiés avec acuité.

UNE STRUCTURE RENFORCÉE

Au niveau interne, SeCoDév continue de bénéficier des leçons apprises associées au passage d'une approche par projets à la gestion d'un programme pluriannuel. L'équipe a gagné en expérience et elle s'est dotée d'outils de suivi et de mesure de résultats performants et harmonisés. Son cadre logique a été revisité, à l'instar des contrats de partenariats ou de son plan comptable ajusté pour répondre aux normes du label ZEWO.

CHIFFRES CLEFS 2016

- 11 grands projets réalisés dans 6 pays et 3 continents
- 10 micro et méso-projets réalisés dans 7 pays et 2 continents
- 1'048'703 francs suisses investis sur le terrain
- 34'400 femmes, hommes, jeunes et enfants ont amélioré leurs conditions de vie

ENGAGEMENTS SECODÉV À 2023

En tenant compte des ODD dans le cadre de nos domaines d'intervention, nos engagements* à horizon 2023 contribuent à 15 des 17 ODD 2030:

*Le texte complet de nos engagements se retrouve dans notre document «Stratégie SeCoDév 2016-2023» disponible sur notre site www.secodev.ch

1 - Améliorer durablement les conditions d'existence et le niveau de vie des populations défavorisées dans nos pays d'intervention; favoriser un développement auto-promotionnel, en faisant appel aux potentialités des bénéficiaires.

2 - Favoriser des pratiques agro-sylvo-pastorales productives, rentables et durables; garantir aux paysans l'accès à une alimentation suffisante et variée; améliorer leur mode de fonctionnement et d'organisation; valoriser leurs productions et faciliter leur commercialisation; les reconnaître en tant qu'acteurs de développement.

3.a. - Améliorer les conditions cadres d'éducation et de formation, notamment en milieu rural; favoriser les connaissances de base des enfants, spécialement des filles.

3.b. - Améliorer les compétences techniques et professionnelles des jeunes ; stimuler leurs capacités entrepreneuriales, d'autonomisation et leur insertion socio-économique.

4 - Sensibiliser les populations aux questions de l'accès à l'eau, de l'hygiène, la santé et la nutrition ; mettre en place des infrastructures et des formations afin d'améliorer leurs capacités de résilience physique.

5 - Inciter les partenaires et les communautés à mieux s'organiser, se professionnaliser ; développer leurs réseaux et créer des liens avec d'autres partenaires.

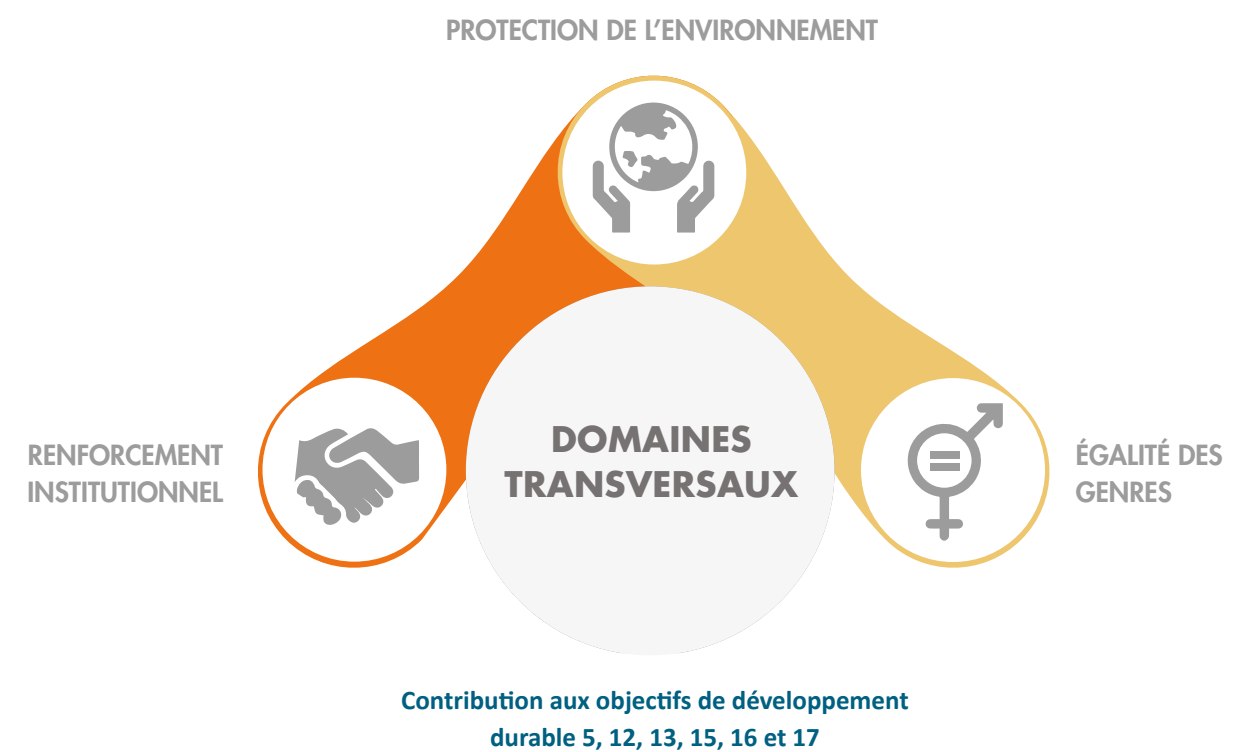
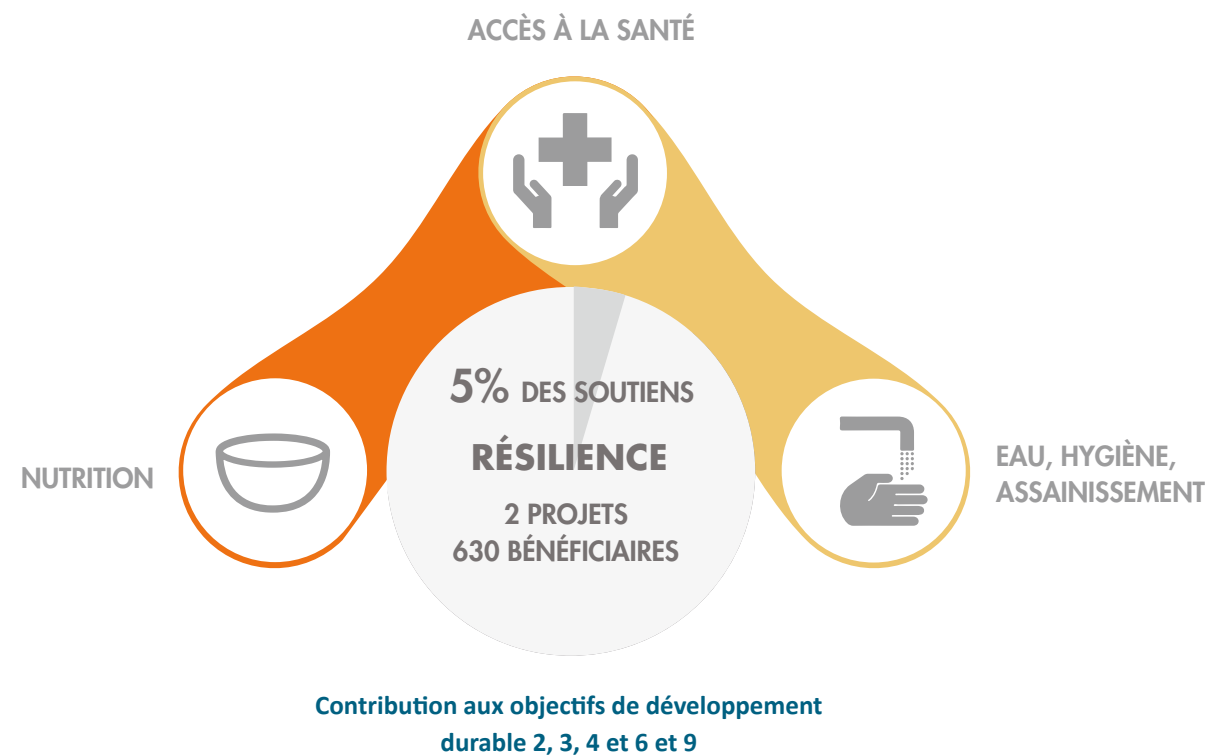
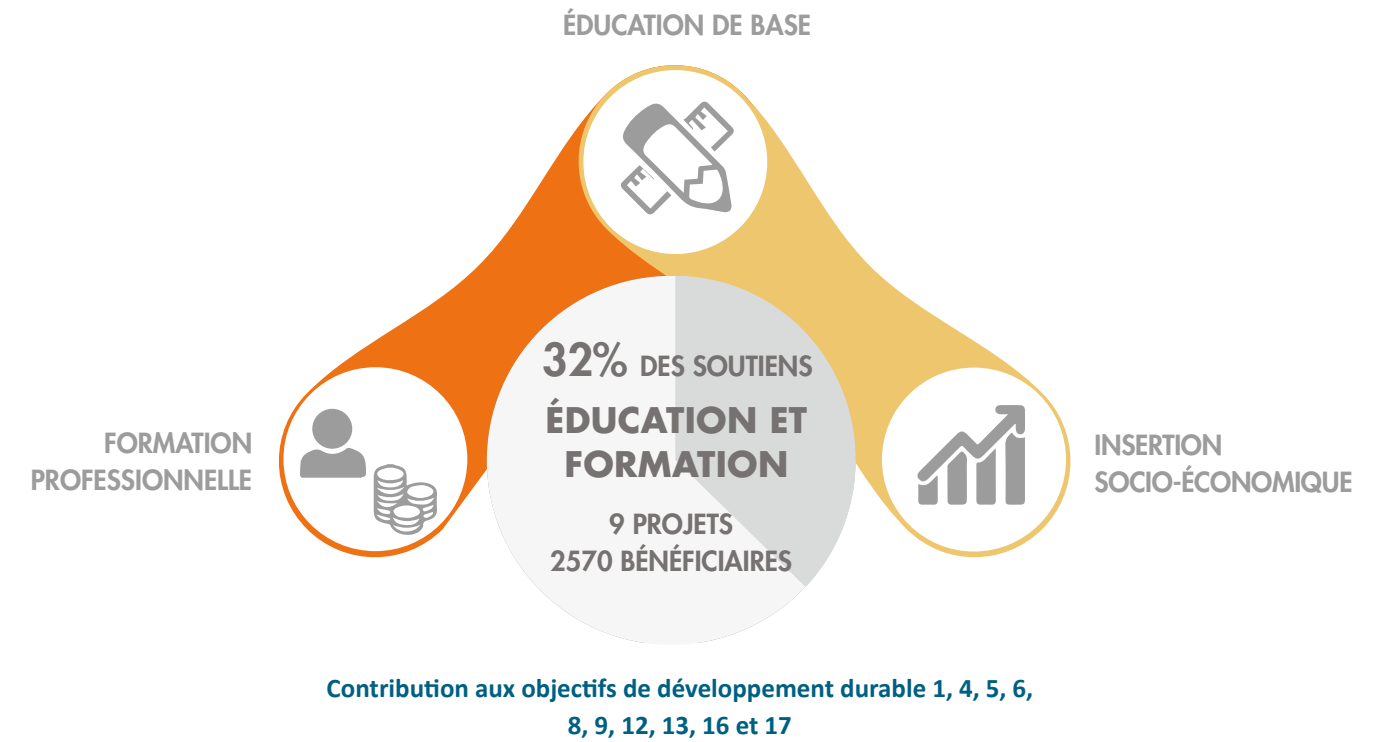
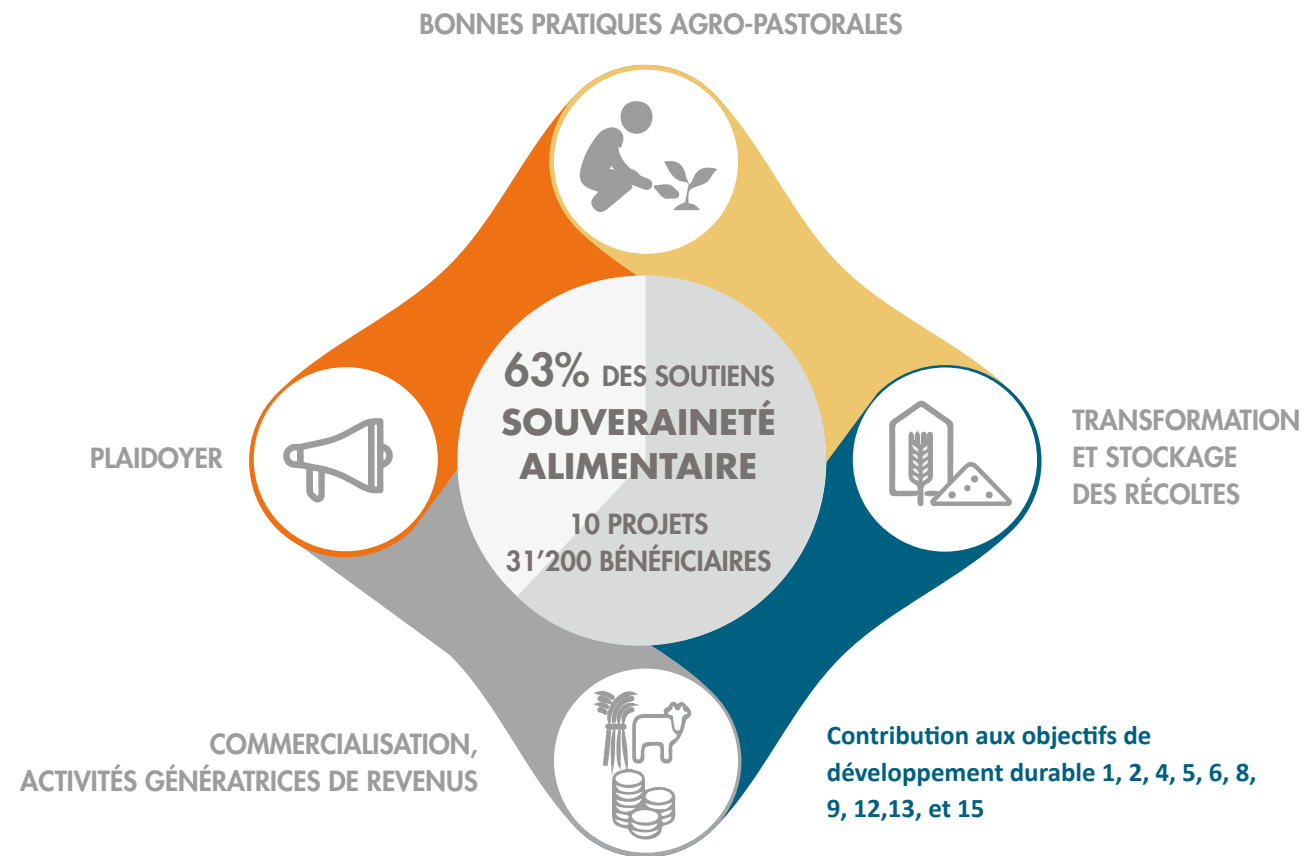
6 - Favoriser les espaces de dialogue entre les différents acteurs ; soutenir les actions locales visant la bonne gouvernance des ressources naturelles ; promouvoir des échanges d'expériences et de bonnes pratiques.

7 - Accompagner les initiatives locales de formation à la citoyenneté, aux droits humains, soutenir des solutions durables face aux conflits et à l'insécurité.

8 - Soutenir des initiatives visant au renforcement du rôle des femmes, à leur autonomisation; encourager l'accès à l'éducation, à la santé et à la formation des filles et des femmes, leur leadership, leur employabilité et leur accès à un revenu.

9 - Contribuer à la lutte contre la dégradation de l'environnement et à l'érosion des sols; promouvoir l'agroforesterie et des pratiques agroécologiques; anticiper les changements climatiques à venir; sensibiliser les populations aux questions environnementales.







DISTRIBUTION GÉOGRAPHIQUE

En 2016, SeCoDév a affecté l'essentiel de son soutien à 11 grands projets quadri-annuels se déroulant dans six pays d'intervention prioritaires*, projets qui se concentrent sur les deux domaines prioritaires que sont la souveraineté alimentaire et l'éducation et formation. Ponctuellement, d'autres projets sont soutenus s'ils répondent aux critères de SeCoDév, tout en ne dépassant pas une durée d'un an et avec un budget plafonné. SeCoDév est très attaché à ces projets aux budgets restreints et à la temporalité réduite. Ils permettent à l'association d'explorer de nouvelles pratiques de développement, de connaître de nouveaux partenaires de terrain ou de s'ouvrir à de nouvelles régions. En effet, il importe davantage à notre association de maintenir une cohérence avec ses thématiques de développement plutôt que de s'imposer une stricte limitation géographique dans la sélection des partenariats. Sur l'ensemble de l'année, ce sont neuf micros et un méso-projets, réalisés dans 7 pays, qui ont bénéficié des soutiens de SeCoDév.

* pays prioritaires

PÉROU*

3 projets
3'900 bénéficiaires directs
255'425 CHF investis

LAOS*

3 projets
3'817 bénéficiaires directs
211'829 CHF investis

NIGER

1 projet
130 bénéficiaires directs
11'061 CHF investis

MALI*

2 projets
12'000 bénéficiaires directs
122'817 CHF investis

CÔTE D'IVOIRE

1 projet
60 bénéficiaires directs
1'500 CHF investis

CAMEROUN*

3 projets
289 bénéficiaires directs
87'487 CHF investis

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO*

5 projets
9840 bénéficiaires directs
236'999 CHF investis

BURUNDI

1 projet
630 bénéficiaires directs
9'574 CHF investis

RWANDA*

2 projets
3'750 bénéficiaires directs
112'010 CHF investis

NIGER

– Construction d’une salle de classe pour les enfants touaregs d’Emazlag, Agadez
Projet AFARA

PÉROU

– Programme «Renforcement de l’associativité des communautés paysannes des provinces de Cajatambo, Oyon et Haura»
Centre de développement rural urbain et marginal (CEDRUM)
– Programme «Développement intégral et augmentation des revenus des familles agricoles du district de Chacas»
Centre d’études pour le développement et la participation (CEDEP)
– Programme «Amélioration des structures éducatives des écoles primaires des zones rurales défavorisées de Santa Leonor et Checra»
Caritas Huacho

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

– Démarrage d’un élevage de porcs en faveur de jeunes défavorisés de Kisenso, Kinshasa
Fondation John KABENA
– Etude de faisabilité pour le développement de l’agroforesterie villageoise et la reforestation du plateau de Batéké, Kinshasa
Caritas Kinshasa
– Amélioration de l’élevage de petits ruminants pour les femmes de Niolo, Mayombé
Association des Femmes pour le développement de Niolo, AFD
– Programme «Appui à l’agriculture durable et à la facilitation de la commercialisation des produits paysans au Mayombé»
Solidarité paysanne au Mayombé - Coopérative de producteurs et de commercialisation (SOPAM – COPROCOM)
– Programme «quadriennal de sécurité alimentaire des associations paysannes, périphérie de Kinshasa»
Centre d’appui au développement communautaire du Congo (CADC)

RWANDA

– Formation à la poésie participative et thérapeutique pour la paix, Kigali
Transpoesis
– Renforcement de la souveraineté alimentaire des populations de 3 paroisses par l’amélioration des techniques agro-sylvo-pastorales, Byumba
Paroisse de Nyinawimana

BURUNDI

– Installation d’un réservoir et d’une adduction d’eau, Buyenzi, Rumonge
Paroisse de Murago

CAMEROUN

– Création d’une école familiale agricole à Berem, Ngaoundéré
Diocèse de Ngaoundéré
– Installation d’un magasin de vente de produits agricoles pour la ferme modèle de Marza, Ngaoundéré
Centre Mgr Yves Plumey
– Développement d’un centre de formation agricole et bureautique pour les jeunes défavorisés de Marza, Ngaoundéré
Centre de formation agropastorale et informatique St Guido Maria Conforti (CEFAPI)

CÔTE D’IVOIRE

– Construction d’une école primaire pour les enfants de Teapleu, Zouhan-Hounien
Institut Scolaire Robert-Marie (ISROMA)

LAOS*

– Accès au marché du travail pour les jeunes migrants pauvres, Vientiane et Luang Prabang
Participatory development training centre (PADETC)
– Accès à l’éducation pour les enfants des zones rurales de la province de Luang Prabang
Association Pencil of promise (PoP)
– Programme «Foresterie et agroécologie pour les minorités ethniques au Nord»
Association AGRISUD
*projets menés en collaboration avec WISE

MALI

– Construction et équipement d’un centre de santé à Dandoli, plateau Dogon
Solidarité Toumon Bori
– Programme II «Projet d’appui au maraîchage dans le cercle de Bandiagara»
Solidarité Toumon Bori

DOMAINE PRIORITAIRE 1
SOVERAINETÉ ALIMENTAIRE


La Souveraineté alimentaire représente un important enjeu de développement. Paradoxalement, ce sont souvent les petits paysans qui peinent le plus à répondre à leurs besoins élémentaires. C’est pourquoi, augmenter leurs capacités de production et de commercialisation sans épuiser les ressources naturelles représentent des défis majeurs. A eux seuls, les projets agricoles totalisent 63% de l’aide investie en 2016 par SeCoDév.



Paysan malien devant ses parcelles d’oignons cultivés, cercle de Bandiagara, Plateau Dogon, Mali

Contribution aux objectifs de développement durable 1, 2, 4, 5, 6, 8, 9, 12, 13 et 15.

DES OBJECTIFS MULTIPLES

L’engagement de SeCoDév en faveur de la Souveraineté alimentaire se traduit par la réalisation d’objectifs complémentaires qui vont de l’augmentation du rendement agricole à la commercialisation, en passant par la transformation des récoltes et le renforcement institutionnel des associations paysannes. Dans un premier temps, l’accent est mis sur l’augmentation des surfaces cultivables afin de tirer la productivité à la hausse. Selon la région et la topographie, les approches diffèrent: au Rwanda, le choix s’est porté sur le développement de cultures en terrasses radicales; au Mali, des barrages ont été aménagés pour favoriser la rotation des cultures. Au Laos, une année après le démarrage du projet, ce sont déjà 111 hectares de terrain qui ont été valorisés.

MISER SUR LA FORMATION

Ensuite, c’est tout un ensemble de techniques agropastorales, adaptées au milieu, qui sont enseignées aux communautés. Selon le degré d’avancement des projets, il s’agit de débiter par la base ou, au contraire, d’introduire des procédés très techniques comme la multiplication de la pomme de terre au Rwanda. En RDC, des cours de production agricole et de gestion durable des sols ont permis de faire progresser de 65% la superficie de plantation de cacao, de manière éco-responsable. De plus, 60 producteurs y ont suivi une formation sur la mise en place complète de la filière du cacao.

DIVERSIFIER LES CULTURES

Pour les familles paysannes, la dépendance envers une seule variété végétale peut avoir des conséquences désastreuses en cas de sécheresse ou de maladie. Au cours du premier PA, l’ensemble des projets agricoles se

sont engagés dans la diversification des cultures. En 2016, les projets ont continué sur cette voie, à l'instar du Rwanda où des nouvelles variétés améliorées de blé, de maïs et de haricots volubiles ont été introduites par la formation des coopérateurs. Il en va de même au Laos, où deux nouvelles variétés de fourrage ont été présentées aux communautés paysannes, notamment par le recours à des parcelles de démonstration.

LUTTER CONTRE LES MALADIES

Une fois la terre préparée et son irrigation assurée, les paysans doivent aussi prémunir leurs cultures contre les maladies pour les amener à maturité. Un meilleur suivi sanitaire des plantes et du bétail contribue à l'augmentation des productions. En RDC, l'association culturelle manioc-acacia a permis de réduire les risques parasites. Quant au bétail, les Alpacas élevés au Pérou ont fait l'objet d'une prise en charge ciblée pour éliminer des foyers de gale et de parasitose.

FAVORISER LA COMMERCIALISATION

Pour se répercuter favorablement sur le niveau de vie des paysans, l'augmentation de la production agricole doit s'accompagner d'une meilleure conservation des récoltes, de leur transformation et d'un accès facilité aux marchés. Ces trois aspects sont abordés de manière différenciée et séquentielle, selon le degré de maturité des projets.

Au Rwanda, par exemple, une nouvelle aire de stockage a été inaugurée permettant d'entreposer le fruit des récoltes. Les membres des coopératives y maîtrisent désormais suffisamment bien le calcul du coût de production et de vente, ce qui permet d'écouler des volumes importants sur le marché.

LUTTER CONTRE L'ENCLAVEMENT

Un accès amélioré aux marchés nécessite l'amélioration du réseau routier qui demande souvent une intervention étatique. SeCoDév appuie le travail de plaidoyer auprès des autorités régionales compétentes et, lorsque cela ne suffit pas, les associations prennent la relève de l'Etat. En 2016, des comités de gestion dédiés à l'entretien des routes ont vu le jour sur un des grands projets en RDC.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Enfin, le renforcement des capacités organisationnelles, l'autonomisation progressive des partenaires locaux et des structures paysannes sont des aspects essentiels de la nouvelle approche de SeCoDév. Plus les organisations paysannes gagnent en compétences, plus elles tendent à se structurer et à opter pour la création de coopératives. En 2016, deux nouvelles unions paysannes ont vu le jour

en RDC, tandis qu'au Pérou une nouvelle association de producteurs a été enregistrée au registre du commerce. Au Laos, 16 comités de gestion villageois ont vu le jour pour mettre en place des plans locaux de développement agricole. En 2016, les partenaires de terrain de SeCoDév ont accompagné:

- 4 associations et 20 organisations paysannes au Pérou
- 8 coopératives paysannes au Rwanda
- 80 associations paysannes en RDC
- 700 familles paysannes au Laos

La plupart de ces groupements cherchent à s'organiser afin de mutualiser leurs ventes, les négociant sur le marché tout en restant solidaires, afin d'acquérir à terme une réelle autonomie et de vivre dignement de leurs activités agricoles.

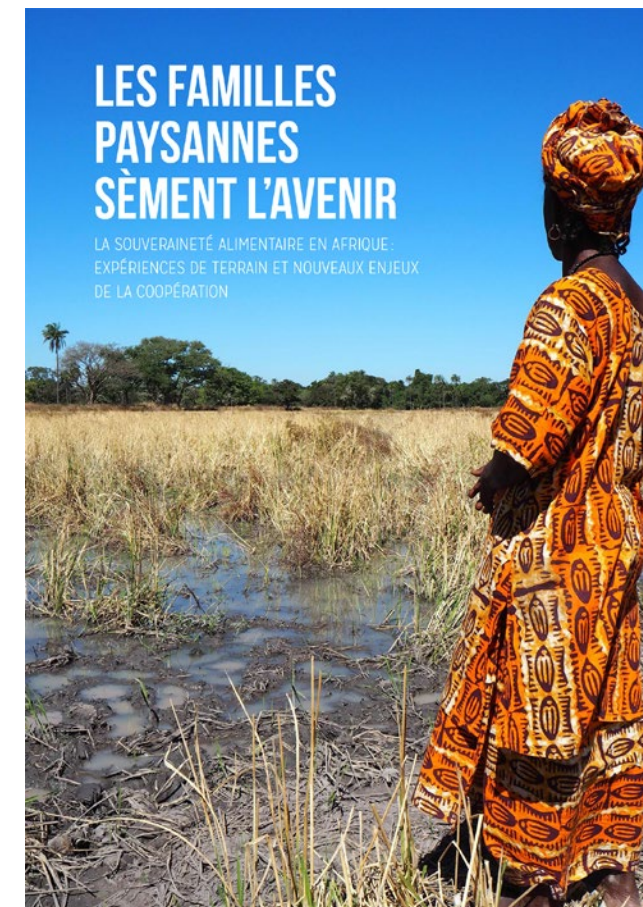


Paysannes péruviennes repiquant des plantules de quinoa, Mayobamba, Pérou

PUBLICATION

En 2016, SeCoDév a signé sa première publication collective, «Les familles paysannes sèment l'avenir», co-réalisée avec les membres de la «Plateforme Souveraineté Alimentaire» de la FGC et avec leurs partenaires de terrain. Notre association s'est fortement investie au sein de cette plateforme thématique depuis ses débuts en 2012. Cet ouvrage a vu le jour suite aux échanges nourris au sein d'ateliers de partage de savoirs Sud-Sud et Nord-Sud réalisés dans différentes régions du continent africain. Conçu comme un guide pratique, son contenu est en libre accès sur le site:

www.souverainetealimentaire.org



Couverture de la publication «Les familles paysannes sèment l'avenir».

COMPOSER AVEC LES DÉFIS CLIMATIQUES

Sur les hautes collines du Rwanda, les partenaires de SeCoDév doivent faire face aux bouleversements du régime des pluies qui mettent à mal leurs récoltes et appauvrissent les sols. Pour atténuer ces phénomènes, une centaine de leaders paysans soutenus par SeCoDév ont été formés à des techniques antiérosives d'aménagement et de stabilisation en terrasses radicales. Cette technique a fait ses preuves en Amérique latine: elle présente l'avantage de protéger les sols contre l'érosion et d'en augmenter la fertilité. Dès son introduction au Rwanda, cette approche a eu un impact favorable sur le

rendement agricole, avec une augmentation du revenu des ménages passant de 38 dollars mensuels, en 2012, à 115 dollars après 4 ans.

DES POMMES DE TERRE PLUS PERFORMANTES

Dans ce même pays, les 340 membres de la coopérative Nyinawimana ont acquis avec succès le savoir-faire nécessaire à la multiplication des semences de pommes de terre. Ce procédé, assez technique, nécessite de multiplier des plants provenant de culture in-vitro mis en serre et fournis par l'INRA (Institut national de la recherche agricole), ce qui a permis de mettre à disposition des bénéficiaires une variété de tubercules plus résistante aux aléas climatiques et produisant des quantités bien plus substantielles.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

MALI

- 45 ménages formés aux techniques agro-pastorales

RDC

- 35 paysans délégués formés aux techniques de compostage organique et au bouturage du manioc
- 30 paysannes formées à la transformation du manioc
- 60 producteurs formés à la filière de production de cacao
- 65'000 plantules de cacao produites en pépinière par 12 organisations paysannes
- 2 nouvelles unions paysannes créées

LAOS

- 700 paysans adoptent des techniques agro-forestières sur 111 hectares
- 16 comités de gestions villageois formés

RWANDA

- 340 membres de coopératives paysannes formés à la régénération des sols et aux techniques de production agroécologiques

PÉROU

- 295 personnes ont participé à des formations sur les bonnes pratiques agricoles et deux nouvelles associations de producteurs ont été créées

- 2'000 paysans formés à des techniques agroécologiques, tous projets confondus



L'accès à une éducation de base de qualité comme à une formation professionnelle adaptée aux réalités du contexte local constituent des défis majeurs pour les populations rurales soutenues par SeCoDév. En effet, ils fondent le socle sur lequel s'appuie leur future insertion socio-économique.



Élèves de primaire d'une communauté rurale du district de Chacas, Asuncion, Pérou

Contribution aux objectifs de développement durable 1, 4, 5, 6, 8, 9, 12, 13, 16 et 17.

DE NOUVEAUX ÉTABLISSEMENTS

Des conditions d'apprentissage efficaces commencent avec l'accès à du matériel pédagogique et des équipements adaptés. Au Laos, durant la première année des projets éducatifs initiés en 2016, une nouvelle école primaire a été construite et un centre de formation professionnelle a entièrement été équipé. En Côte d'Ivoire, SeCoDév a apporté son soutien à la construction d'une école primaire de 5 classes inaugurée fin 2016. Au Niger, une salle de classe dûment équipée permettra à des jeunes élèves touaregs d'être scolarisés dès 2017.

DES ENSEIGNANTS MIEUX FORMÉS

La formation des maîtres est cruciale, en particulier dans des écoles qui regroupent plusieurs niveaux par classe comme dans les villages andins du Pérou. SeCoDév y a accompagné le renforcement des compétences de 25 enseignants à travers des formations pédagogiques et un appui à la formulation des programmes scolaires. Au Laos, 50 enseignants ont été formés à une nouvelle

méthode interactive d'apprentissage de l'anglais. Au Cameroun, le personnel du CEFAPI, appuyé par SeCoDév, a bénéficié d'une formation continue du Ministère en charge (MINEFOP) dédié à la gestion des outils pédagogiques, des ressources humaines et aux référentiels de formation.

L'ÉCOLE, VECTEUR DE SENSIBILISATION

L'école représente aussi un excellent vecteur de sensibilisation en matière d'hygiène personnelle, d'équilibre alimentaire et de pratiques respectueuses de l'environnement. Ces aspects sont le plus souvent abordés par le biais d'ateliers pour le cycle primaire et à travers de cours pratiques pour les formations professionnelles. Ainsi, au Cameroun, les élèves spécialisés dans le domaine agricole bénéficient d'un enseignement sur les méthodes de production respectueuses de l'environnement dès la première année.

LE SOUCI DE LA PARITÉ

SeCoDév accorde une attention particulière aux groupes de personnes marginalisées comme les jeunes filles, les femmes et les minorités ethniques. Au Laos, un

projet éducatif est spécifiquement destiné à la minorité Hmong fortement discriminée. Les partenaires de SeCoDév ont pour objectif de mettre l'accent sur le renforcement de la participation des femmes lors du recrutement des apprenants et dans la composition des équipes éducatives. Au Cameroun, la présence des femmes parmi les élèves du CEFAPI a atteint 47% en 2016. Quant à leur insertion professionnelle, elle a crû de 29% par rapport aux années précédentes. Ce sont des résultats encourageants qui présentent, partout, une forte marge de progression.

FORMER: DE LA BASE À L'EMPLOI

Le domaine de l'éducation s'étend à la formation professionnelle des jeunes, dans leur cadre scolaire, mais aussi des adultes, à l'occasion de formations spécifiques. Plusieurs petits projets soutenus se sont orientés sur cette voie. En RDC, l'aménagement d'une salle polyvalente a permis de dispenser des cours d'alphabétisation, de coupe et de couture à 150 adultes d'un quartier défavorisé de Kinshasa. Au Burundi, SeCoDév a soutenu la mise-en-œuvre d'un service traiteur permettant l'insertion professionnelle de jeunes orphelins en fin de scolarité. Les compétences acquises dans ces cadres informels améliorent sensiblement l'insertion des bénéficiaires sur le marché de l'emploi.

INSERTION PROFESSIONNELLE: L'IMPORTANCE DU CONTEXTE

Dans les projets d'éducation professionnelle du Laos et du Cameroun, l'accent est mis sur des formations

adaptées aux besoins spécifiques de chaque région, afin de faciliter l'insertion socio-économique des jeunes. La formation en alternance – théorie et stages pratiques – y est privilégiée. Elle apporte des résultats très probants en termes d'acquisition de compétences et d'employabilité future. En 2016, au Cameroun, le CEFAPI a obtenu pour l'ensemble de ses 28 élèves des stages de fin d'études dans un cadre professionnel. Il en va de même au Laos, où le partenaire de SeCoDév dispose d'un solide réseau de places de stages. Ainsi, sur les 92 jeunes de la première session, 74 ont déjà achevé leur formation doublée d'un stage professionnel. Ce sont de précieux sésames leur garantissant une rémunération supérieure à la moyenne dès le début de leur engagement.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

- 3 nouvelles infrastructures scolaires construites (Côte d'Ivoire, Laos, Niger)
- 85 enseignants formés (50 au Laos, 25 au Pérou, 10 au Cameroun)
- 120 jeunes formés professionnellement
- 150 bourses d'études octroyées pour le secondaire
- 200 personnes, dont 70% de femmes, ont suivi une formation professionnalisante informelle
- 1400 élèves ont amélioré leurs conditions d'études



Enseignant appliquant une méthodologie innovante d'apprentissage de l'anglais, village de la province de Luang Prabang, Laos



L'égalité des genres est un droit fondamental. Si sa mise en œuvre est complexe, elle est essentielle à la viabilité des efforts de développement, tous domaines confondus. Avec ses partenaires locaux, SeCoDév s'engage en faveur d'une véritable équité entre les femmes et les hommes, ce qui passe par un partage équitable des ressources et des responsabilités.

Villageoise maliennes bénéficiant du programme de microfinance, cercle de Bandiagara, Mali



Contribution à l'objectif de développement durable 5.

DES INÉGALITÉS PERSISTANTES

Les inégalités de genre persistantes dans les pays où SeCoDév intervient constituent un frein aux progrès de développement. À l'école, au travail, au sein de leur foyer et même vis-à-vis de leur santé, les femmes sont et restent souvent minorisées, désavantagées, voire discriminées. Elles sont majoritaires parmi les pauvres, les analphabètes, les sans-droits. Si les femmes et les jeunes filles continuent à assumer l'essentiel des tâches domestiques, elles peinent à faire entendre leurs besoins et leurs droits, vu leur faible représentation dans les instances décisionnelles.

UNE PRISE EN CHARGE NÉCESSAIRE

SeCoDév place désormais l'objectif d'égalité de genres au cœur de sa démarche de développement. En 2016, notre association s'est dotée d'une stratégie «genre» ad-hoc qui lui servira de guide dans sa quête d'équité. De plus, suite à une première enquête menée auprès de ses partenaires de terrain en 2015, des démarches plus poussées ont été entamées dans certains projets. C'est le cas au Pérou, avec l'association CEDRUM, où SeCoDév a débuté un diagnostic «genre» qui se poursuivra jusqu'en 2017, et dispensé des formations.

SeCoDév tient aussi à relever les avancées significatives déjà réalisées par certains partenaires en 2016. Elles ont été rendues possibles grâce à l'écoute et au respect mutuel, bases sur lesquelles se construisent les futures avancées dans le domaine.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

- Au Cameroun, la part des étudiantes féminines du CEFAPI a atteint 47% en 2016, avec un pic à 72% pour la filière informatique.
- Au Laos, si la parité n'est pas encore atteinte dans les filières de formation professionnelle, la participation féminine parmi le personnel atteint 80%.
- Au Mali, la représentation des femmes dans le comité de gestion des organisations paysannes évolue favorablement. Sur les 1'072 maraîchers actifs sur le projet, 455 sont des femmes, soit 42%. Les activités génératrices de revenus y sont à 100% gérées par des femmes et 400 d'entre elles ont même obtenu un accès à la microfinance.
- Au Mali et en RDC, les femmes sont très présentes dans les centres d'alphabétisation pour adultes (jusqu'à 70% des effectifs en RDC).
- Au sein du projet RESAP au Rwanda, sur 340 membres de coopératives formés en 2016, 188 sont des femmes, soit plus de 50%.
- Au Rwanda encore, un projet de formation spécifiquement destiné aux veuves a réuni 190 femmes, dont 59 ont déjà développé une activité génératrice de revenus.



Les populations rurales soutenues par SeCoDév sont particulièrement vulnérables face au changement climatique. Dans chaque région, la dégradation des sols ou le bouleversement du régime des pluies sont en mesure de compromettre les efforts de développement entrepris. Pour contrer ces effets, SeCoDév mise sur des pratiques éco-responsables diffusées à travers la formation professionnelle, l'éducation et la sensibilisation.

Contribution aux objectifs de développement durable 12, 13, 14 et 15.

SENSIBILISER: LE PLUS TÔT EST LE MIEUX

L'engagement de SeCoDév en faveur de l'environnement repose sur la diffusion de pratiques de production et de consommation durables. La formation professionnelle, comme l'éducation de base, sont des moments privilégiés pour leur transmission aux bénéficiaires. Ainsi, au Cameroun, les élèves du CEFAPI sont initiés à l'agroécologie durant leur formation. Au Laos, les jeunes apprenants sont aussi sensibilisés aux enjeux écologiques.

RECOURS À L'AGROÉCOLOGIE

Les organisations paysannes, qui tirent leur subsistance des ressources naturelles, doivent apprendre à les gérer de manière durable afin de ne pas les épuiser. Pour y parvenir, SeCoDév préconise l'adoption de pratiques agroécologiques. Elles présentent le double avantage d'amener un rendement supérieur à celui de l'agriculture traditionnelle tout en protégeant les sols et la nappe phréatique. Au Laos, l'adoption par 700 familles de méthodes agroécologiques représente d'ores et déjà un succès. Au Rwanda s'est tenu un atelier de «partage d'expériences et de formation en agroécologie» auquel des partenaires africains de SeCoDév ont pu participer.

PROTÉGER LES SOLS, SOURCE DE VIE

Les sols ont la particularité de vite s'épuiser et de se régénérer lentement. Au Mali, en RDC et au Rwanda, les paysans ont appris à les enrichir en enfouissant des mauvaises herbes ou en épandant du compost organique. De plus, la majorité des projets procèdent à des activités de reboisement grâce aux plants cultivés dans des pépinières spécialement aménagées. En RDC, les paysans plantent principalement des acacias; sur les plateaux andins c'est de la luzerne qui est semée autour des pieds d'avocats pour lutter contre l'évaporation et

l'érosion. Différentes espèces d'arbustes et de fruitiers sont ainsi plantées dans ce but chaque année dans les projets agricoles.

EXPLORER LES ALTERNATIVES

Partout, les effets du changement climatique poussent les paysans à s'adapter en modifiant leurs pratiques et en sélectionnant les semences et le bétail le plus résistants à la sécheresse et aux maladies. SeCoDév a déjà entamé une démarche de capitalisation en s'appuyant sur des leaders paysans formés au cours du premier Plan d'Action 2012-2015 pour transmettre le savoir acquis à leurs pairs.

Ainsi, dans chaque contexte régional, SeCoDév et ses partenaires proposent et explorent des alternatives durables afin que les populations paysannes puissent composer avec le changement climatique déjà à l'œuvre et prévenir, autant que faire se peut, son aggravation.



Paysannes dans une pépinière communautaire, province d'Oyon, Pérou



SeCoDév travaille dans un esprit de partenariat avec les associations présentes sur le terrain. Sans ces dernières, il ne serait pas possible de déployer des activités en phase avec les besoins des populations soutenues et d'atteindre leurs objectifs de développement. C'est pourquoi, SeCoDév est attentif à renforcer leurs compétences institutionnelles, garantes d'un suivi de qualité des bénéficiaires et de leur future autonomie.



Visite du laboratoire du Rwanda Agricultural Board, Ruhengeri, Musanze, Nord Rwanda

Contribution aux objectifs du développement durable 16 et 17.

SeCoDév offre un accompagnement professionnel à ses organisations partenaires, depuis la formulation du projet jusqu'à la réalisation des objectifs de développement fixés en commun. En contrepartie, une participation proactive et une coresponsabilité dans la conduite des projets –y compris dans l'atteinte des résultats– sont demandées, et ceci dans la transparence des procédures engagées, le respect mutuel et un socle de valeurs communes.

DES FORMATIONS SUR MESURE

Une attention particulière est portée au renforcement institutionnel, tant technique, théorique que financier, des associations partenaires. Il est crucial que les acteurs de développement locaux, qui assistent les populations bénéficiaires sur le terrain, soient aussi bien outillés et organisés que possible. SeCoDév les incite à se former, à développer leur réseau et à créer des alliances. En 2016, ses deux partenaires de RDC ont eu des échanges soutenus afin de s'épauler dans la gestion de projets. Si certains partenaires émettent le souhait de participer à des formations spécifiques, dans le domaine de la formulation du cadre logique par exemple, d'autres

sollicitent une assistance plus technique, comme l'accès à des logiciels comptables ou un renouvellement de leurs outils informatiques. Dans la mesure du possible, SeCoDév fait appel à des formateurs et des fournisseurs régionaux pour y donner suite.

Cette démarche de renforcement institutionnel s'applique également aux bénéficiaires directs des projets, en particulier dans le domaine agricole. SeCoDév accompagne les organisations paysannes sur la voie de l'autonomie en les dotant des outils nécessaires à une meilleure organisation interne et à une gestion commune de leur production. En 2016, les formations réalisées ont bénéficié à plus d'une centaine de leaders paysans engagés sur la voie de l'autonomisation de leurs communautés.

VISITES DE TERRAIN

Enfin, SeCoDév procède régulièrement à des visites des partenaires et des projets. Ces dernières sont l'opportunité d'apprécier in situ les dynamiques locales, de constater les difficultés rencontrées et de relever les bonnes pratiques susceptibles de faire l'objet d'un échange d'expériences ultérieur. A l'exception du Laos, tous les grands projets ont été visités par un membre de l'équipe de SeCoDév durant l'année 2016.



L'amélioration des pratiques sanitaires et alimentaires, ainsi que l'accès à l'eau potable, garantissent un impact positif direct sur la santé des populations vulnérables. Ces dernières deviennent ainsi physiquement plus résilientes.

Contribution aux objectifs de développement durable 2, 3, 4, 5, 6 et 9.

AMÉLIORER L'ACCÈS À L'EAU POTABLE

Au vu de l'importance de l'accès à l'eau potable, SeCoDév soutient divers petits et moyens projets facilitant l'accès à l'eau et s'y emploie, autant que possible, dans le cadre des grands projets soutenus. En 2016, ce fut le cas au Mali, avec la construction d'une adduction d'eau potable à Bandiagara, site d'un des grands projets du Plan d'Action.



Écoliers péruviens, district de Santa Leonor, Pérou

SENSIBILISER À L'HYGIÈNE PERSONNELLE

En Amérique latine comme en Afrique et en Asie, des campagnes de sensibilisation à l'hygiène personnelle sont régulièrement organisées, le plus souvent en milieu scolaire, par des promotrices de santé ou des enseignants. Cette démarche, qui a fait ses preuves lors du Plan d'Action 2012-2015, encourage la transmission de bonnes pratiques aux parents et vise leur pérennisation dans le cercle familial. Au Laos, des sanitaires ont été installés dans toutes les écoles soutenues. Les quelques 300 élèves concernés ont pu suivre des ateliers pour se familiariser avec les infrastructures et être sensibilisés à l'hygiène, pour éviter la propagation de maladies infectieuses.

UNE NUTRITION ÉQUILIBRÉE

Améliorer l'alimentation des populations défavorisées en diversifiant leurs sources de protéines fait partie des objectifs des projets de souveraineté alimentaire. Au Mali, 45 ménages ont été sensibilisés aux techniques de récolte et de conservation d'une nouvelle variété de mil destinée à la consommation locale, plus résistante au climat. Des parcelles de démonstration ont été aménagées en vue d'en promouvoir l'adoption par les bénéficiaires. Sur les deux projets de santé déployés en 2016 en RDC et au Mali, des activités centrées sur l'alimentation des femmes enceintes et allaitantes ont débuté. Il faudra toutefois attendre 2017 pour en mesurer les premiers impacts.

SANTÉ: DES CENTRES DE PROXIMITÉ

En 2016, SeCoDév a soutenu la construction d'un centre de santé sur le plateau Dogon pour l'une des dernières communes du cercle de Bandiagara ne disposant pas d'une telle infrastructure pour ses 20'000 habitants. Ce projet a été initié par l'un de ses partenaires du Plan d'Action et permettra de faciliter l'accès aux soins de base ainsi qu'à la santé maternelle de nombreux bénéficiaires. Également dans le domaine de la santé maternelle, le soutien à un autre centre de santé en RDC –financé en 2015– a permis d'accueillir 115 nouveau-nés sur l'année tout en évitant la mortalité maternelle. De plus, ce centre a étendu ses activités pour faire face à différentes pathologies courantes dans la région et pour mener des campagnes de vaccinations.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2016

ACTIFS

Liquidités	CHF 1'012'867.-
Débiteurs	CHF 15'186.-
Actifs transitoires	CHF 15'414.-
Actif immobilisés	CHF 1'750.-

PASSIFS

Dettes à court terme	CHF 214'556
Dettes à moyen/long terme	CHF 120'000.-
Réserve fonds affectés	CHF 378'062.-
Réserve fonds non affectés	CHF 431'000.-
Capital initial	CHF 614.-
Résultat antérieurs	(CHF 98'632.-)
Résultat de l'exercice 2016	(CHF 383.-)

TOTAL ACTIFS	CHF 1'045'217	TOTAL PASSIFS	CHF 1'045'217
---------------------	----------------------	----------------------	----------------------

COMPTES D'EXPLOITATION AU 31 DÉCEMBRE 2016

CHARGES

Macroprojets	CHF 716'199.-
Micro et mésoprojets	CHF 120'675.-
Personnel suivi projets	CHF 165'468.-
Frais mission terrain	CHF 26'454.-
PROJETS et dépenses terrain	CHF 1'028'796.-

Personnel recherche de fonds	CHF 18'352.-
Frais recherche de fonds	CHF 1'750.-
RECHERCHE DE FONDS	CHF 20'102.-

Personnel administratif siège	CHF 123'996.-
Frais de fonctionnement	CHF 60'556.-
ADMINISTRATION	CHF 184'552.-

TOTAL CHARGES	CHF 1'233'450.-
----------------------	------------------------

PRODUITS

État de Genève	CHF 290'000.-
DDC	CHF 327'856.-
Ville de Genève	CHF 285'000.-
Ville de Carouge	CHF 47'144.-
BAILLEURS PUBLICS (FGC)	CHF 950'000.-

ECR	CHF 31'294.-
État de Genève	CHF 26'041.-
Dons privés affectés	CHF 47'357.-
Fonds gestion projets Laos	CHF 39'531.-
Fonds libres	CHF 108'000.-
Autres produits	CHF 30'844.-
CO-FINANCEMENT	CHF 283'067.-

Perte de l'exercice 2016	CHF 383.-
---------------------------------	------------------

TOTAL PRODUITS	CHF 1'233'450.-
-----------------------	------------------------

Les comptes de SeCoDév ont été révisés dans leur exactitude par la fiduciaire JAKAR SA. Ils répondent aux exigences de la norme SG RPC21. Les charges se répartissent entre trois postes principaux que sont les dépenses projets, les dépenses en recherche de fonds et les dépenses liées à l'administration.

En 2016, un montant total de CHF 1'048'703 a été destiné aux projets (dont CHF 836'874.- directement versé par SeCoDév et CHF 211'829.- disponibles par le biais du fonds Action Laos hébergé par Swiss Philanthropy Foundation) dans les secteurs suivants:

Souveraineté Alimentaire	CHF 663'101.-
Éducation et Formation	CHF 332'977.-
Résilience	CHF 52'625.-

Pour le détail des contributions par pays, voir page 11 Distribution géographique ou page 13 Partenaires du SeCoDév.

1227 CAROUGE - GENÈVE
RUE DU TUNNEL 15
CASE POSTALE 1848
TÉL. 022 343 89 38 / FAX 022 343 90 22
ASR N° 502 262



RAPPORT de l'organe de révision sur le contrôle restreint A l'attention de l'Assemblée Générale de

Association « SeCoDév, Service Coopération au Développement » - Genève

En notre qualité d'organe de révision, nous avons vérifié les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) de l'Association « SeCoDév, Service Coopération au Développement » à Genève pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2016 (période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016).

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels incombe au Comité alors que notre mission consiste à contrôler ces comptes. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément et d'indépendance.

Notre contrôle a été effectué selon la Norme suisse relative au contrôle restreint. Cette norme requiert de planifier et de réaliser le contrôle de manière telle que des anomalies dans les comptes annuels puissent être constatées. Un contrôle restreint englobe principalement des auditions, des opérations de contrôle analytiques ainsi que des vérifications détaillées appropriées des documents disponibles dans l'organisation contrôlée. En revanche, des vérifications des flux d'exploitation et du système de contrôle interne ainsi que des auditions et d'autres opérations de contrôle destinées à détecter des fraudes ne font pas partie de ce contrôle.

Lors de notre contrôle, nous n'avons pas rencontré d'éléments nous permettant de conclure que les comptes annuels, qui présentent un résultat déficitaire 383.84 CHF et un Bilan de 1'045'217.01 CHF

- ne donnent pas une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, en conformité avec la norme Swiss GAAP RPC ;
- ne sont pas en conformité avec la loi et les statuts.

JAKAR SA

Marcel Lauper
Réviseur agréé

Carouge, le 27 avril 2017

Annexes : Comptes annuels (Bilan, Compte de Résultat et Annexe)

COMPOSITION DES INSTANCES

MEMBRES DU COMITÉ

François-Xavier Kajyabwani

Président

Silvia Rebecca

Vice-présidente

Pierre Ghirardi

Vice-président

Martyna Olivet

Co-trésorière

Philippe Frésard

Co-trésorier

Sylvie Manzini Menoud

Membre du comité de Caritas Genève

Roland Pasquier

Membre du comité de Caritas Genève

MEMBRES DE LA COMMISSION PROJETS

François-Xavier Kajyabwani

Silvia Rebecca

Pierre Ghirardi

Julio Ricardo Alba

Inela Agoli

Miriam Corminboeuf

Philippe Frésard

Dominique Froidevaux

Martyna Olivet

Maria Eugenia Sagon

Membres votants

Niels Bohr

Caridad Clemente

Voix consultatives

PERSONNEL SALARIÉ

Niels Bohr

Secrétaire général (60%)

Caridad Clemente

Gestionnaire de projets (100%)

Alexandre Monnerat

Assitant administratif et financier (50%)

PERSONNEL TEMPORAIRE

Luz Maria Serrano

Anne Benjamin

Leny Mora-Monteros

Aline Ntibazonkiza

Miguel Pliego

Mandats et CDD

STAGIAIRES ET APPRENTI-E-S

Lina Souag

Stagiaire programme 3a

Pierre-Alain Blanc

Rachel César

Pilar Gomis

Samir Laouadi

Orzala Zekrya

Stagiaires programme Syni

Maggi Barbosa

Rami Zanolin

Apprenti-e-s Voie2

BÉNÉVOLES

Claudine Fressange

Béatrice Bendemann

REMERCIEMENTS

Caritas Genève

Caritas Internationalis

Direction du développement et de la coopération (DDC)

Église catholique romaine (ECR)

État de Genève

Fédération genevoise de coopération (FGC)

Miva Suisse

Plateforme souveraineté alimentaire (PSA) de la FGC

Swiss philanthropy foundation (SPF)

Toyota Gibraltar

Ville de Carouge

Ville de Genève

Wise

SeCoDév remercie également tous ses salariés, stagiaires et bénévoles, ses consultants et coordinateurs régionaux pour leur précieuse collaboration.

Et un grand merci à la générosité de nos donatrices et donateurs.

Merci de votre confiance et votre soutien !



Équipe SeCoDév 2016-2017

SeCoDév
service coopération développement



«Un engagement sincère et responsable envers les populations défavorisées des pays du Sud.»

IMPRESSUM

SeCoDév - Décembre 2017
Rédaction: Martyna Olivet, Niels Bohr
Graphisme: Johan Pardo, Uiklid Design
Photographies: @SeCoDév

SeCoDév - Rue de Carouge 53
1205 Genève - Suisse / Tél. : +41(0)22 708 04 32 / 62
Site web: www.secodev.ch
CCP: CH11 0900 0000 1446 1123 4
Merci de votre confiance et de votre soutien!

FEDERATION
GENEVOISE
DE COOPERATION

SeCoDév
services coopération développement